



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

09 mars 2026

Non aux guerres impérialistes au Moyen-Orient, non à la participation française !

Alors que les bombardements sur l'Iran se poursuivent, avec de nombreuses victimes civiles, plus de 1 200 morts à l'heure où nous écrivons, Netanyahu a lancé une nouvelle offensive contre le Liban : déjà plus de 217 morts, 300 000 personnes ont dû fuir leur maison et désormais l'armée israélienne ordonne aux habitants d'évacuer la banlieue sud de Beyrouth qui compte 700 000 habitants. Le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, l'a déclaré sans détour : « Bientôt la banlieue sud de Beyrouth ressemblera à Khan Younès » en référence à la ville de la bande de Gaza détruite lors du génocide des Palestiniens.

Une guerre de maintien de l'ordre impérialiste

Même cynisme du côté des États-Unis concernant l'Iran : le ministre de la Défense, Pete Hegseth, vient d'affirmer que l'intervention en cours n'avait rien à voir avec « *un exercice de construction de la démocratie* ». Comme au Venezuela, les États-Unis veulent décider du successeur de Khamenei. L'intensité des bombardements en Iran, ciblant même écoles et hôpitaux, montrent les véritables intentions des dirigeants impérialistes : mettre au pas un régime osant ne pas s'aligner sur les intérêts des États-Unis et qui, tout comme le Venezuela, fournissait la Chine en pétrole. Mais aussi terroriser des populations révoltées par leur sort : les Iraniens qui venaient une fois de plus de se soulever contre leur dictature. Au Sud Liban, l'État israélien veut semer la mort et la terreur, comme à Gaza. Alors, lorsque Trump parle des milices kurdes comme de possibles alliés pour éviter d'envoyer des troupes au sol, difficile de ne pas se souvenir que ce sont les mêmes dirigeants impérialistes qui viennent d'abandonner les Kurdes de Syrie aux milices islamistes du nouveau dirigeant syrien al-Charaa.

Non à la participation française !

Macron, lui, après avoir déclaré que « *l'Iran porte la responsabilité première de cette situation* », a dénoncé les « *risques d'embrasement* » et les « *bombardements indiscriminés* »... de l'Iran ! Il a annoncé l'envoi du porte-avion *Charles-de-Gaulle* en Méditerranée orientale, officiellement pour protéger les installations militaires à Chypre, ainsi que l'activation de systèmes de défense antiaérienne et la mobilisation des avions Rafale stationnés aux Émirats arabes unis. L'impérialisme

français, qui considère le Liban comme sa chasse-gardée, avale des couleuvres face à l'intervention israélienne, mais s'aligne totalement, engageant son armée derrière l'offensive de Trump et Netanyahu. Une manière de rappeler qu'il a des intérêts dans la zone, à commencer par de nombreux accords de coopération militaire, avec les Émirats, le Qatar, le Koweït, la Jordanie... et qu'il compte bien participer au festin du pillage impérialiste, même à une échelle plus modeste !

Contre l'impérialisme et la guerre : notre internationalisme !

L'agressivité des impérialistes précipite le monde dans une folie guerrière. Avant de nous envoyer en guerre tout court, c'est déjà une guerre sociale que nous mènent les capitalistes, à coup de coupes dans les budgets sociaux pour mieux augmenter les dépenses militaires. Mais nous ne sommes pas impuissants face à cette bande de criminels prêts aux pires guerres et aux pires massacres pour préserver leurs profits. En Iran, au Liban, en Palestine, comme aux États-Unis ou ici, c'est nous, les travailleurs et travailleuses, qui faisons tourner cette société, qui avons les mêmes intérêts, et c'est ce qui fait notre force !

C'est notamment ce refus d'un monde de guerre, et l'affirmation de notre solidarité internationale de travailleurs et de travailleuses que nous proposons d'exprimer le 15 mars prochain, en votant pour les listes du NPA-R, ou pour les listes de Lutte ouvrière dans les villes où nous ne sommes pas présents. Un geste de colère et de révolte face à la barbarie du monde capitaliste.

Tripatouillage de chiffre

La direction annonce 22,3 milliards de perte pour l'année 2025, ce serait la catastrophe totale !

En réalité, il y a 25,4 milliards de charges exceptionnelles pour préparer l'avenir, le groupe continue de gagner des milliards. Les ventes du groupe ont augmenté de 11 % au second semestre 2025. Le chiffre d'affaires de Stellantis n'a baissé en réalité que de 2 % en 1 an pour descendre à 153,5 milliards et ce serait un cataclysme ?

Fausse pertes et vraie attaque contre les salariés

Les 22,3 milliards de perte annoncés dans les médias ne sont qu'une banale manipulation, un artifice comptable comme disent les spécialistes.

Stellantis c'est 54 milliards de profit en 4 ans, le groupe se porte très bien, 46 milliards de réserve. Il veut surtout que l'annonce choc (et mensongère) de 22,3 milliards de perte serve à justifier les fermetures d'usines dans le monde, les blocages de salaires et récolter des subventions des états.

Ce n'est pas la gêne qui l'étouffe

Dans le sillage des « négociations » sur les salaires (NAO) et les annonces des résultats, la direction de Stellantis annonçait en catimini qu'elle avait l'intention de suspendre le prélèvement de la complémentaire santé sur nos fiches de paie pendant une période d'un an. Pour donner du pouvoir d'achat aux salariés en l'absence d'intéressement participation et PPV dit-elle. Philanthropie ? Bien évidemment que non : elle ne les sortira pas de sa poche mais des nôtres puisqu'elle utilisera les fonds de notre mutuelle largement bénéficiaire pour compenser les cotisations suspendues. Nous ne sommes pas dupes de ce tour de passe-passe !

Il y a des choses immuables

Même si on veut nous faire croire que la méthode Filosa est aux antipodes de la méthode Tavares, une chose est sûre c'est qu'ils se retrouvent sur les montants de leurs rémunérations. D'après l'agence Reuters, Filosa aurait reçu 5,4 millions d'euros pour l'année 2025. Moins que Tavares en son temps ? Même toujours moins que lui pour cette année puisqu'on apprend également que malgré son départ, Tavares a encore perçu près de 12 millions d'euros en 2025. Pas d'inquiétude, Filosa ne fait que débiter, rappelons qu'il n'a pris ses fonctions que fin juin. Il pourra d'ailleurs toucher dans

le futur jusqu'à 20 millions par an, en incluant les primes et divers bonus.

Période de crise qu'ils nous disent...

Une vente pour préparer une casse sociale

L'équipementier automobile Forvia va vendre une de ses branches industrielles (30 000 emplois dans le monde, 1 000 dans les Hauts-de-France) dont le site de Méru dans l'Oise (700 salariés) qui fournit Stellantis Poissy en tableaux de bord et panneaux de porte.

Ce genre de vente cache souvent des fermetures et licenciements futurs. L'ensemble des salariés de l'automobile est attaqué par le patronat, la seule réponse efficace est la lutte collective des travailleurs.

SEB : 2000 licenciements, dont 500 en France

Le groupe SEB, spécialiste des cocottes minutes et du petit électroménager – et qui possède également les marques Tefal, Rowenta et Moulinex – a annoncé qu'il va supprimer jusqu'à 2 100 postes dans le monde, dont 1400 en Europe et 500 en France. L'objectif de ce qui est présenté comme un « plan rebond » est de réaliser 200 millions d'euros d'économies annuelles. Et de mettre en avant le fait que le groupe d'électroménager a enregistré l'an dernier un chiffre d'affaires en recul de 1,2 %. Sans trop insister sur le fait que, dans le même temps, son bénéfice net a fait un bond de 5,6 %, soit 245 millions d'euros.

Le jour même de l'officialisation de ce plan d'économie, la Bourse de Paris a réagi favorablement à cette annonce et le cours de l'action SEB a pris 10 % dès les premières heures de cotation.

Qui s'en met plein les poches ?

La grande distribution et l'État se rejettent la faute de l'augmentation de l'essence. De part et d'autre, on fait part d'une belle hypocrisie. Selon l'Union française des industries pétrolières le prix du litre de carburant se compose environ de 30 % du coût des matières premières, de 50 à 55 % de taxes et de 15 à 20 % de coûts de distribution. Lorsque ce prix augmente, les recettes de l'État vont de pair mais les distributeurs en profitent toujours pour se faire un peu de marge. S'ils affichent immédiatement à la pompe la hausse du prix mondial du pétrole (même lorsqu'ils ont des stocks payés à l'ancien prix), ils attendent souvent plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour répercuter les baisses. Il n'y a que l'automobiliste qui ne s'en met pas plein les poches.